

L'Action

Tombé dessus ! Escrasas lous ! (CYRANO)

LE NUMERO : CINQ SOUS.
PAR AN : DEUX DOLLARS.

DIRECTEUR :
JULES FOURNIER

MONTREAL
105, RUE SAINT-HUBERT, 105
Téléphone: Est 677.

“L'Action catholique”, les évêques, et la guerre

III

L'intervention officielle et collective de nos évêques dans le débat impérialiste était par elle-même un attentat injustifiable à nos droits de citoyens. Si bref qu'il soit, le passage du mandement de 1914 relatif aux devoirs du Canada envers la métropole contenait en principe l'avalanche de lourde prose crétino-théologique que l'Action Catholique a fait rouler depuis sur les adversaires de la politique impérialiste.

Cette intervention, les évêques auraient dû s'en garder avec d'autant plus de soin que les circonstances étaient de nature à la rendre particulièrement odieuse aux Canadiens-Français.

Les nationalistes les plus autorisés, à commencer par MM. Bourassa et Laverge, répètent à satiété depuis 1899, et je crois avoir moi-même clairement démontré dans mon petit traité anglais sur le nationalisme, que en raison pure, les Canadiens de toute origine peuvent envisager l'impérialisme de la même manière; que, pour condamner cette politique, le Canadien-français n'a pas besoin d'invoquer les intérêts particuliers de sa nationalité. Il n'en est pas moins évident que tout déplacement d'autorité d'Ottawa, où ils peuvent encore compter pour quelque chose, à Londres où ils ne comptent jamais pour rien, affectera plus que leurs concitoyens ceux des Canadiens que la majorité anglaise cherche à priver de leurs droits constitutionnels; et nos évêques sont peut-être les seuls à ne pas voir que cette conséquence éventuelle de la centralisation du gouvernement à Londres est précisément ce qui rend si arrogant, si rageur, si aveuglement entêté, l'impérialisme de tant de Canadiens anglais. Que les Canadiens d'origine allemande et autrichienne, qui s'enorgueillissent, jouissent partout de la plus parfaite tranquillité, soient même — notamment en Ontario et dans la Nouvelle-Ecosse — acablés de prévenances, bichonnés et mimochés par les politiciens, pendant que les Canadiens-Français, qui s'enrolent, continuent d'être vilipendés, cela n'est certainement pas l'effet du hasard, et cela, au contraire, dépend peut-être de ce qu'Allemands et Autrichiens n'ont pas au Canada de droits constitutionnels particuliers, et que les Canadiens-Français en ont.

En outre, nous n'avons pas mémoire qu'à l'occasion de la guerre l'épiscopat canadien ait adressé des mandements loyalistes à ses ouailles irlandaises, écossaises, allemandes, autrichiennes ou russes. Pourquoi, survenues à nous seuls le douteux honneur de ces admonestations, comme si, cent trente-neuf ans après 1776, cent trois ans après 1812 et quarante-huit ans après 1867, nous en avions plus besoin que les autres membres de la grande famille catholique? Surtout, d'un mandement loyaliste d'opportunité déjà discutable, pourquoi faire, — discrètement, peu importe — un manifeste impérialiste qui vaudra peut-être aux évêques, de la part des puissances politiques, quelques complaisances de plus, mais qui confirme l'étranger dans l'absurde croyance qu'en politique comme en religion l'on nous mène à coups de crosse.

L'impair commis, la prudence la plus élémentaire conseillait aux évêques de ne rien faire pour l'aggraver. Dès le lendemain du mandement, des journaux canadiens-français avaient, comme l'Action, nettement déclaré, ou bien, comme le Devoir, le Progrès du Golfe et une couple d'autres, clairement fait comprendre, qu'ils n'entendaient pas en tenir compte. L'épiscopat pouvait, sans trop sacrifier de sa dignité, reconnaître son erreur en laissant dire: tout le monde eût été heureux de croire que sa bonne foi avait été surprise, qu'une plume inhabile avait trahi sa pensée, ou qu'il n'avait cédé aux cajoleries et aux menaces de nos vice-rois impérialistes que mollement, de guerre lasse, et pour mieux se reprendre à la première occasion favorable. On disait que le mandement avait été modifié à Québec après sa signature, et que seule la crainte du scandale avait fait faire le silence sur ce coup d'audace. Des prêtres rapportaient, sur la foi de certains évêques, que ceux-ci avaient d'abord refusé de signer, mais qu'un autre prélat, jouant au Cromwell pour la couronne qu'il n'hésiterait pas à céindre, lui, mais qu'il n'aurait probablement jamais, leur avait forcé la main en disant: “Moi je signe; si les autres veulent passer par-dessus (sic), c'est leur affaire.” Voilà des histoires qu'il fallait laisser courir — versions d'autant plus favorables à la majorité des évêques que le caractère

des personnalités en cause leur prêtait plus de vraisemblance. Au lieu de cela, nous avons eu la campagne de sophisme, de mensonge et d'intimidation de l'Action Catholique.

Eh bien, en dépit des apparences, nous nous refusons encore à croire que l'Action Catholique soit dans la question impérialiste l'interprète de tout l'épiscopat.

J'écrivais l'année dernière sous le pseudonyme du “Kronprinz”:

On sait le rôle que joue dans le journalisme canadien l'Action sociale. En nous montrant un mouvement intitulé l'Action sociale catholique, inauguré par l'archevêché de Québec et béni par le Souverain Pontife, des catholiques québécois, les uns laïques, les autres ecclésiastiques, ont fondé un journal qui s'intitule lui-même: “L'Action sociale, organe d'action sociale catholique”. L'Action sociale en caractères romains et l'Action sociale en italiques (1) ont toutes deux la même devise: Instaurare omnia in Christo. Elles ont aussi, du moins apparemment, les mêmes chefs, la même direction. Quand il se fait une quête dans les églises de l'archidiocèse de Québec pour l'Action sociale catholique, ce n'est évidemment pas pour “l'Action sociale, journal d'action sociale catholique”, mais au fond, nul ne peut jurer que la direction de l'Action sociale en caractères romains et avec majuscule n'en versera pas le produit, en tout ou en partie, à l'Action sociale en italiques, pour l'excellente action sociale, en caractères romains et avec minuscule, dont ce journal entremêle l'action politique. Si par hasard vous risquez l'avis que “l'Action sociale, journal d'action sociale catholique”, est l'organe de l'archevêché de Québec, vous serez bientôt rappelé au respect des faits. Mais vous, sur la foi de cette rectification, vous vous avisez de trouver à redire au genre d'action sociale, en caractères romains et avec minuscule, de l'Action sociale en italiques et avec majuscule, et vous apprendrez à vos dépens que l'action sociale de l'Action sociale est celle de l'Action sociale catholique en caractères romains et avec majuscule, et partant, à l'approbation de l'archevêché. Grâce à cette équivoque, et à la canaille exploitation que l'on en fait, “l'Action sociale, journal d'action sociale catholique”, est l'organe de l'archevêché de Québec sans être, et peut, sans compromettre l'autorité épiscopale, en tout ou en partie, le prestige au profit de toutes ses idées, y compris ses idées politiques. Aussi est-il compris d'avance qu'en approuvant l'envoi de trente mille volontaires canadiens en Europe le “journal d'action sociale catholique” ne parle “que pour lui-même”, mais dans le clergé, et parmi les laïques qui suivent en tout l'avis du clergé, l'on saura quand même que Son Eminence le cardinal Bégin, S. G. Mgr Roy, et tout le reste du haut clergé québécois, sont pour l'envoi de troupes canadiennes en Europe.

Une équivoque ainsi dénoncée ne dure jamais longtemps: bientôt le jour vint où le zèle des Dames de Sainte-Anne et des Enfants de Marie pour les oeuvres d'action sociale éprouva des hésitations. L'on ne fut pas long non plus à dire comme ses évêques sur la guerre — lui qui en 1896 était prêt au schisme, avec Laurier pour pape, — il ne suffisait pas de le faire sermonner par une gazette qui pouvait bien, après tout, n'être pas l'organe de Monseigneur, puisque “c'était pas écrit” en toutes lettres. Il fallait de toute nécessité trouver au journal un titre qui ne compromît pas le succès des quêtes diocésaines, et qui à la fois, dans les questions politiques, en imposât assez aux fidèles pour leur ôter à peu près toute tentation de réagir: de là la transformation de l'Action Sociale en Action Catholique. En même temps il fallait parer au désastre que serait l'épuisement, même partiel, du Tronc des Pauvres. On se dut bien que l'acte respectable ce doit être qu'un sanctuaire à miracles opérant en dehors de tout contrôle médical, où se dirigent chaque année, pour cinq mille personnes vraiment pieuses, quatre-vingt-quinze mille hystériques. Grâce au seul Frère André, il entre plus d'argent en douze mois à l'Oratoire de la Côte-les-Neiges qu'à la maison Dupuis Frères. Une enquête impartiale montrerait qu'il n'y a rien d'exagéré dans l'opinion que les RR.

PP. Rédemptoristes de Sainte-Anne-de-Beaupré envoient bon an mal an un quart de million au siège de leur ordre en Belgique. L'Action Catholique, journal lourd, ennuyeux, rédigé et administré par des jésuites inhabiles aux affaires qu'insensibles aux goûts les plus légitimes du public, ne pouvait pas espérer jamais “attacher”, comme on dit, “les deux bouts”: à chaque exercice, c'était dans la caisse un trou à donner le vertige à l'archange Saint-Michel. Alors, quoi de plus simple que de se tourner vers la Bonne Sainte-Anne, et de l'inviter, le couteau sur la gorge, — sur la gorge aux Rédemptoristes, — à partager sa recette avec Mgr Roy et l'abbé d'Amours? Nous tenons de deux sources différentes — dont l'une au moins nous paraît digne de toute créance — que c'est bel et bien ce que l'on a fait. En tout cas, s'il est juste d'exiger des journaux le nom de leurs actionnaires, — et cela est juste, — nous mettons l'Action Catholique au défi d'établir, par des comptes, que son vide pas aujourd'hui dans sa caisse, après un an de Tronc des Pauvres, le Tronc des Miracles.

(1) Les mots en caractères romains dans le texte original sont en italiques dans cette édition, et vice-versa. Le lecteur est prié d'en tenir compte.

tuelle que Mgr Roy et l'abbé d'Amours, — serait la première à me démentir. Je préfère rapprocher, par exemple, des grotesques et canailles dissertations de l'Action Catholique sur “le principe révolutionnaire des nationalités”, ce que je SAIS être la pensée intime de Mgr l'Archevêché de Montréal sur les droits du français à l'école.

Je viens de faire allusion à la conduite de certains familiers de Mgr Bruchési dans l'affaire de la Pensée française: Monseigneur lui-même, au moment où il a prétendu plus tard (pour amener contre moi l'A. C. J. C.) qu'il avait secondé nos efforts, débordant de dépit contre l'Association canadienne-française d'Ontario, devant les personnes qu'il croyait capables d'en garder le secret. Il a souscrit \$100 au fonds de l'A. C. J. C.; il a, — sur les instances répétées de cette association, — pris la parole à une manifestation de sympathie pour la minorité ontarienne; et il a de nouveau, à la Société royale, plaidé la cause du français; mais en même temps, des journaux comme la Presse — qui reçoit les articles invariablement de l'archevêché — ont publié des articles entremêlés à ses articles... de commerce, et qui ne publie rien sur le compte de Sa Grandeur qui n'ait été préalablement visé à l'archevêché, — ces journaux, dis-je, se posaient savamment les paroles fermes, mais conciliatrices, de Monseigneur, à la dangereuse agitation nationaliste. Bien plus, pendant qu'elle multipliait ses manifestations publiques de dévouement à la cause de la minorité ontarienne, Sa Grandeur adjurait vivement les chefs de l'Association d'éducation d'accepter pour les écoles catholiques d'Ottawa la direction ecclésiastique arbitraire, et contre tout droit naturel, par le gouvernement d'Ontario, à celle des pères de famille. Ce n'est certainement pas un homme aussi inamable dans ses sentiments nationaux qui protestera contre les coups de Jarnac donnés par l'Action Catholique aux défenseurs des droits du français. Ce n'est pas lui non plus qui jugera de bonne politique, à l'heure actuelle, qu'on mette un frein à l'ardeur impérialiste de l'Action Catholique.

Il n'est pas davantage impossible que la misérable campagne de l'Action Catholique soit approuvée d'un ou deux autres prélats qui en aient voulu à mort à M. Bourassa d'avoir aussi librement distribué les avis, en matière sociale, même aux évêques, et qui voudraient bien, pour lui tordre le cou, profiter de l'isolement où la question de la guerre paraît avoir mis. Dernièrement, M. Bourassa étant allé répéter à Chicoutimi son formidable plaidoyer pour les droits du français, le clergé de ce diocèse, obéissant évidemment à un mot d'ordre de Mgr Labrecque — lui-même naviguant évidemment de conserve avec l'Action Catholique — fit autour de cet événement un silence complet.

Mais rien de tout cela n'autorise l'Action Catholique à parler pour tous les évêques. Elle a pu, grâce à de tout-puissants protecteurs, se mettre à l'abri des ennuis pénaux. Elle a pu, en dehors de Québec, gagner la faveur de deux ou trois évêques dont elle se trouvait à servir les ambitions, les préventions, les rancunes. Elle n'en reste pas moins, à tout prendre, ce qu'était l'Action Sociale: l'organe de l'archevêché de Québec, et rien de plus.

Or, l'archevêché de Québec, à l'heure actuelle, ce n'est pas Son Eminence le cardinal Bégin, comme la Patrie l'affirme pour donner plus de valeur pécuniaire à ses reproductions de l'Action Catholique; Son Eminence nous a elle-même présenté comme son “testament spirituel” le discours qu'elle prononça il y a quelques mois au jubilé de l'évêque de Rimouski; personne n'ignore — et c'est même ce qui expliquerait le regain d'espoir qui se manifeste chez certains de nos candidats perpétuels au cardinalat — personne, dis-je, n'ignore qu'elle a compté ses jours, et qu'elle se désintéresse de plus en plus de la direction de son diocèse.

Le véritable maître, c'est l'évêque auxiliaire, Mgr Paul-Eugène Roy, avec, pour Eminence Grise, l'ex-Jésuite d'Amours, et Mgr Damours à Trois-Pistoles, P. Q.

Pour quiconque connaît ces deux personnages l'attitude de l'Action Catholique n'a rien de surprenant, au contraire.

Un de ces étés derniers, le clergé du diocèse de Rimouski était réuni pour sa retraite annuelle. Un délégué de l'Action Sociale en caractères romains, c'est-à-dire de l'archevêché de Québec, profita de l'occasion pour passer le chaquet en faveur de l'Action Sociale en italiques. La quête, naturellement, fut précédée de la conférence ordinaire sur les raisons d'être et la nécessité du journalisme catholique. Le conférencier, se voyant en famille, crut pouvoir, comme on dit vulgairement, se “débouter”. Ce qui, se-

lon lui, rendait la tâche du journalisme catholique ardue entre toutes, c'est qu'il devait s'arranger pour ne jamais dire oui, sans pouvoir ensuite dire non, et inversement. Etomement de l'auditoire. Ces bons curés et vicaires de campagne, peu familiers avec les beautés de la casuistique, n'en revenaient pas. Il y eut des murmures, des critiques; la quête prouva que le missionnaire de l'Action Sociale avait presque gâté son affaire.

Le missionnaire — s'en doute peut-être — c'était l'abbé d'Amours. Il pratique aujourd'hui à la lettre les procédés de polémique dont il se faisait devant les prêtres du diocèse de Rimouski un titre à la faveur du clergé: ce qui frappe, en effet, dans ces écrits dont nous avons cité quelques passages, c'est que rien n'y est affirmé directement; que tout y est impliqué avec l'art consommé d'un Robert Macaire; que pour en extraire et analyser toute le contenu, il faut être soi-même rompu aux subtilités de la scolastique.

Il y avait jadis au Grand Séminaire de Québec quelques jeunes gens qui s'étaient mis en tête l'idée vraiment démocratique de lire les Trois Mousquetaires. La permission leur en fut refusée. Heureusement pour eux, le Séminaire abritait un autre abbé, qui lui, pour continuer des études commencées à Rome et à Paris, pouvait lire les livres à l'index. Ils se réunissaient le soir à sa chambre, et ce qu'il n'apparaissait nulle part dans la théologie qu'il leur fut défendu d'écouter, il lisait tout haut devant eux le passionnant roman du bonhomme Dumas.

Cet abbé plein de ressources, ceux qui ont en depuis l'occasion de l'approcher le reconnaissent tout de suite; il n'était autre que M. Paul-Eugène Roy, futur évêque-auxiliaire de Québec, — celui même qui avec M. Adjuvator Rivard devint monver de si savantes combinaisons pour faire du Congrès permanent du parler français au Canada une affaire catholique — exclusivement catholique.

Roy, d'Amours! de quoi seraient incapables deux personnages de ce calibre, armés d'un journal qu'ils présentent aux ruelles béantes comme le porte-parole attitré de l'épiscopat, et que celui-ci ne peut rappeler à la raison sans dévoiler les laideurs morales qui se cachent parfois sous la mitre. Dans le diocèse de Rimouski, où il est connu, le clergé dit couramment de d'Amours polémiste: “C'est une canaille.” Dans le diocèse de Québec, il y a une bonne moitié de catholiques instruits qui, tout en acceptant humblement l'autorité de Mgr Roy en matière religieuse, ont le plus profond mépris pour son caractère ambiféodal et fourbe. Mais ailleurs, tant qu'ils n'auront pas été démasqués, on aura toujours un certain respect pour cet abbé, pour cet évêque.

Tout d'abord, interprétant son silence comme un assentiment, j'ai été tenté, nouveau Père Gaucher, de me sacrifier pour la communauté — pour la communauté canadienne-française — en disant à nos évêques:

“L'Action Catholique, Messieurs, ne prendrait pas parler en votre nom, se bornerait, comme la feue Croix, à se donner pour un interprète vaguement autorisé du dogme, que je vous croirais encore moralement tenus, non pas certes de la condamner, mais de ne pas même lui accorder une apparence de protection. A plus forte raison suis-je excusable de vous attribuer les vues de l'Action Catholique quand elles sont le développement logique de vos mandements; que l'Action Catholique peut librement menacer et excommunier en votre nom; que, grâce à l'Action Catholique, il est permis à cette Maison Tellier du journalisme canadien-français, la Patrie, de mettre son honorable trafic sous votre patronage. Vous êtes trop éclairés pour ne pas savoir qu'on vous tiendra responsables de la conduite d'un journal qui prétend s'appuyer sur vous, ou les politiciens impérialistes feignent de trouver votre parole, dont le rédacteur a été nommé par un d'entre vous, qui vit des offrandes à sainte Anne ou des quêtes diocésaines, et qui au surplus s'appelle l'Action Catholique après avoir été l'Action Sociale, l'organe d'une oeuvre d'action sociale fondée par l'archevêché de Québec.

“N'espérez pas non plus vous joindre impunément aux ennemis de votre race pour la priver de ses droits civiques et sociaux. Si en 1896 on a contesté votre autorité dans une question où vous aviez voix, puisque il s'agissait jusqu'à un certain point de la formation des âmes, par quelles menaces imposerez-vous comme article de foi une politique étrangère à tout intérêt religieux? Prenez garde! Vous ne perdrez peut-être pas les masses; l'Action Catholique gardera quelques temps encore sa clientèle d'institutes intimes déçues par les bédoux, de bédoux intimi-

dés par les curés, de curés intimidés par les espions de l'archevêché de Québec; et tout ce monde bâillera en laisant, et vous maudira, et plus que jamais se passera, sous le manteau, les jours vous passerez le nôtre. Et un beau jour vous vous apercevrez de ceci, Messieurs, qu'il ne reste derrière vous que les illettrés, les vieilles femmes, les petits enfants qui ne verront pas encore clair dans vos menées toutes humaines.

“Surtout, Messieurs, n'allez pas imprudemment vous imaginer que je parle ici pour moi seul. Jusque dans le clergé — dans ce bas clergé qui a de tout temps vécu de la vie du peuple et que l'Action Catholique perd son temps à vouloir endoctriner — on s'indigne sourdement de votre silence. Vous croirez gagner une victoire en interdisant l'Action, et peut-être en effet sera-ce une victoire... à la Pyrrhus. Mais peut-être aussi l'Action continuera-t-elle de paraître, et cela fera deux, en attendant que cela fasse trois.”

Tel est, encore une fois, le commentaire que les articles de l'Action Catholique nous avaient d'abord inspiré. Réflexion faite, il nous a semblé que ce langage, encore trop modéré s'il s'adressait aux deux ou trois politiciens d'Eglise dont ce reptile de d'Amours s'est fait l'âme damnée, nous n'avions pas de droit de le tenir à des patriotes comme Mgr Latulippe, à des saints comme tel évêque que nous pourrions nommer; que la plupart des évêques avaient au delà de leur tête en ne déviant pas au délégué apostolique, par crainte du scandale, les faussaires qui abusaient de leur situation; que, conscients de l'erreur qu'ils avaient commise en signant le mandement sur la guerre, ils ne patientaient en silence que pour mieux venger, d'un seul coup, l'honneur et la dignité de l'Eglise, si gravement compromis par les directeurs de l'Action Catholique.

Pour l'instant, nous camions dans cette conclusion. Nous demandons respectueusement à l'épiscopat de ne pas nous forcer à en sortir.

OLIVAR ASSELIN.

Echos

Le nom sacré

Charles Péguy, qui a eu la mort héroïque que l'on sait, était très-croyant, mais c'était un croyant d'une espèce un peu singulière. Il ne priait pas, et il n'aimait guère “les curés”. Il était parti en chantant la “Carmagnole”; bref, de son vivant, il était un de ces croyants auxquels l'Eglise, pour sa tranquillité, préfère des athées de tout repos.

Depuis qu'il est mort, les choses ont changé: l'on songe à l'utiliser. Des articles, des brochures, présentent de Péguy une image affadée et édifiante, et tout ce qu'il y a de mieux pensant monte la garde autour de sa mémoire.

Un jeune écrivain nous conta récemment qu'ayant entrepris d'écrire de Péguy une biographie exacte et complète, il s'était rendu aux lieux mêmes où Péguy venait de trouver une mort glorieuse, afin d'interroger les témoins de ses derniers instants. Un des traits qui le frappèrent dans leurs récits, c'est qu'ils étaient tous d'accord pour déclarer que le lieutenant les avait entraînés à l'assaut “en jurant comme un païen”. Il ne manqua pas, bien entendu, de relater ce trait, à cause du pittoresque.

Revenant à Paris, il passa par la ville épiscopale voisine, et rendit visite à l'évêque, pensant que peut-être celui-ci pourrait lui fournir quelques indications. Au cours de la conversation, il raconta innocemment l'anecdote. Grand émoi du vénérable prélat, qui le pria, le supplia, l'adjura de ne pas la livrer à la publicité. Monseigneur alla même jusqu'à lui suggérer la solution élégante:

— Vous pourriez dire, par exemple, cher Monsieur, que Péguy s'élança à l'assaut “en invoquant le nom de Dieu?” — Mais il ne l'invoqua pas, Monseigneur, il le “sacra”, si j'ose m'exprimer ainsi.

La discussion se prolongea sans résultat, jusqu'au moment où l'évêque congédia son hôte en lui rappelant qu'il est dit dans l'Evangile: “Malheur à celui qui quitte le scandale arrive!”

L'omelette

Le fils de Lenoche appartient à une section de mitrailleuses.

L'autre jour, un civil critiquait devant lui la prudence du G. Q. G. et déclarait péremptoirement: — On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs! — On voit bien, Monsieur, lui répondit le jeune Chenou, que vous n'êtes pas de ces oeufs chenus, que fait l'omelette. (Du Cri de Paris.)

Une enquête chez les Allemands

Comment leurs personnages les plus représentatifs: ministres, princes, philosophes, militaires, grands industriels, etc., etc., traduisaient à un publiciste français, un an à peine avant la guerre, la pensée et les ambitions de l'Allemagne contemporaine.

Un publiciste français des plus distingués, M. Georges Bourdon, recevait du "Figaro", en 1913 — c'est à dire un an environ avant la guerre, — la mission d'aller poursuivre une enquête chez les Allemands pour tâcher, s'il se pouvait, de pénétrer leurs pensées, leurs ambitions, leurs espoirs.

Au cours des quelques mois qu'il passa parmi eux, M. Bourdon eut l'occasion, dont il sut profiter à merveille, de s'entretenir longuement et à loisir avec des représentants de toutes les classes du peuple allemand, de tous les états, de toutes les opinions. C'est ainsi qu'il put interroger tour à tour des financiers et des philosophes, des militaires et des journalistes, des ouvriers et des hommes politiques, des industriels et des princes. Des témoignages ainsi recueillis, et soigneusement notés au jour le jour, notre enquêteur devait ensuite composer, pour le "Figaro", une série d'articles tous du plus haut intérêt et qui comptent certainement, dans le genre, parmi les plus remarquables qu'un journal français ait jamais publiés.

Ces articles, soigneusement remaniés et mis au point, ont depuis été recueillis en volume sous le titre: "L'ENIGME ALLEMANDE." — C'est tout justement de là que sont tirées les pages que vous allez lire et qui, quoique prises strictement au hasard, vous donneront peut-être une idée du reste de l'ouvrage.

Dans nos prochains numéros, nous donnerons tour à tour, du même livre, le compte rendu des conversations de l'auteur avec M. de Bethmann-Hollweg, M. Maximilien Harden, le prince Lichnowsky, etc., etc. J. F.

I. Chez le docteur WALTER RATHENAU, industriel, financier et philosophe.

Grand et mince, quarante-cinq ans environ, élégant, soigné et fin, le front large, la barbe coupée ras, les yeux perçants, scrutateurs et réfléchis, les mains aux poches d'un veston bien coupé, le docteur Walter Rathenau, avec son air d'intelligence et de décision, se promenait à travers son cabinet de travail.

A la fois industriel, financier et homme de culture, il montre une curiosité active pour tout ce qui peut solliciter un cerveau humain. Ancien codirecteur de l'une des plus considérables sociétés financières de l'Allemagne, la Berliner Handelsgesellschaft, directeur, avec son père, de la Société générale d'Electricité, dont on connaît le vaste rayonnement, il appartient encore à soixante-dix conseils d'administration, je crois, et s'intéresse à plus de trois cents sociétés. Ce labeur suffirait à bien des hommes; mais celui-ci a en outre trouvé le temps de publier des brochures de sociologie, de philosophie et d'art, où éclate l'originalité de son tempérament.

Il savait pourquoi je le venais voir. Il savait ce qu'il me répondrait. Il est joliment à l'aise dans sa langue et en homme qui la connaît bien. C'est presque une conférence qu'il me fit, et je n'ai qu'à la résumer. Elle me parut élocutive, sincère et, en plus d'un point, profonde. Elle était réfléchie, prononcée sur ce ton de gravité qui convient aux grands sujets, empreinte d'un esprit d'équité digne de respect. "C'est ainsi, pensais-je, que des hommes cultivés et sages devraient toujours s'entretenir d'une telle matière!"

M. Rathenau débuta ainsi: "A l'égard de la France, l'Allemagne est dans la situation d'une maîtresse qui multiplie les sourires et n'arrive pas à plaire." Je l'interrompis d'un "Oh!" de surprise. Il répliqua:

— Mais oui. Vous ne nous comprenez pas. C'est peut-être, c'est sûrement de notre faute. Allez, je ne suis pas aveugle sur nos défauts. Evidemment nous manquons de grâce. Nous ne savons pas dire les mots qu'il faudrait. Nous sommes des buveurs de bière, nos déclarations sentent le tabac.

Je me mis à rire. Mais lui, flegmatique: — Je parle sans ironie. Je ne songe pas à bafouer l'image que l'on se fait de nous en France. Ce que je dis est exact, ou, si vous le préférez, à peu près exact. Et il faut bien qu'il en soit ainsi, puisque vous ne nous avez pas entendus. Mais, tandis que vous vous moquiez, nous vous écoutions; nous nous lisions vos journaux, vos livres; nous étions dans vos théâtres, nous entrions dans votre Parlement. Ah! ce n'était pas toujours pour nous ravir! Vous vous exprimiez à demi-mot, par allusions, avec cette terrible courtoisie qui glace et désarme. Et nous nous faisons l'effet d'être de ces enfants devant qui, à la table de famille, les parents se mettent soudain à parler anglais, de peur qu'ils ne comprennent. Nous comprenions. Car nous sommes tout de même capables d'entendre un certain nombre de choses, même l'esprit français, cet esprit que nous aimons et que nous envions. Nous avons fini par nous lasser, et c'est alors que nous cessâmes de sourire. Cependant, ce fut bientôt le temps de l'Exposition de 1900. Nous nous sommes jetés chez vous en foule, avec élan, comme des amis. A la faveur de la fête, nous nous sommes enfin nous serrés les mains? La fête close, ce que nous retrou-

vâmes en face de nous, ce fut la même France boudoise, armée toujours de cette impitoyable correction qui arrête toute expansion et tue tout sentiment.

"Une illusion nouvelle alors nous a bercés. Nous commissions une France légère, spirituelle, amoureuse du changement; un jour ne viendrait-il pas où, fatiguée des "antiquités", lassée des vieilleseries françaises, des *boje tsara krani* et du reste, elle finirait par faire attention à nos arts, à notre littérature, à tout ce qui compose l'esprit allemand, tout au moins comme à des curiosités de jardin zoologique, à des tours de barbares intéressants? Nous nous trompions encore: après le snobisme russe, qui a fait son temps, ce n'est pas le snobisme allemand qui vous a plu, c'est le snobisme anglais, et nous assistons à son triomphe. Nous nous serions, nous, contents de moins; c'eût été toujours un moyen de nous rapprocher. En dernière analyse, nous avions placé une part de notre espérance dans l'action personnelle de l'Empereur. Il aime la France, il parle d'elle sans cesse, il est attaché à la paix, il sait que la paix franco-allemande serait le grand fait moderne, que la civilisation et la culture universelles en seraient plus riches... L'Empereur, à son tour, a échoué. Ah! vous me direz que c'est la faute des Holstein et de leurs pareils? Soit. Alors a commencé une période lamentable. Le Maroc, l'Anger, l'Algérie, Agadir. Oh! c'est à Agadir que sont venus aboutir et sombrer tous nos beaux projets! Et il a bien fallu se reposer, chez nous, de l'amour de la France.

"On s'est reposé, c'est le mot juste: n'en cherchez pas qui soit plus fort. Ne croyez pas à de l'hostilité. Ne vous imaginez pas que personne — vous entendez, personne — ait, l'an passé, songé à la guerre. Pour moi, je n'ai jamais cru à une pareille calamité, parce que je n'ai vu personne qui fût disposé à s'y résoudre. Mais il est évident que maintenant, tout est déchiré; il faut recoudre; ce sera long; il y faudra des mains délicates. Voilà le beau travail que l'on nous a fait.

"Tel est, en gros, l'histoire des relations franco-allemandes, depuis une trentaine d'années. Mais on peut regarder les choses d'un point de vue différent, et, si nous en étudions la psychologie, elle ne sera pas moins intéressante.

"Bien des éléments nous échappent de votre vie sociale et de votre vie morale. Par exemple, nous ne sommes pas habitués chez nous à compter avec l'opinion publique. C'est quelque chose qui, pour nous, n'a aucune importance. L'opinion n'a jamais fait la politique. Elle est un peu comme le chœur antique, qui subit et commente une action qui se déroule en dehors de lui. Je la comparerais à la foule qui accompagne, mais n'est pas admise au jeu. Il nous est donc très difficile de saisir le mécanisme d'une opinion publique qui intervient en toutes choses, règne dans la politique, dans l'administration, dans l'armée; et qu'elle ait accès dans les salles de justice, c'est pour nous proprement inconcevable.

"Voici un autre exemple. Chaque peuple a son idéal de hauteur morale, où il puise ses principales raisons d'agir. Il exalte telles qualités de l'âme, fait moins de cas de telles autres. En France, l'amour-propre, l'orgueil sont les grands ressorts des âmes collectives et individuelles, le levier des fortes ambitions. Cela non plus n'entre pas dans des cervelles de Germains et

d'Anglo-Saxons. Vertus chez vous, faiblesses chez nous. Je ne dis pas, notez-le bien, que vous ayez tort. Je constate seulement que, dans l'échelle des valorisations, nous les plaçons très bas. Les héros de Corneille ont sans cesse à la bouche des mots tels que "mon honneur, ma gloire, ma vertu". Vous ne trouvez rien de pareil dans notre littérature, et c'est là ce qui, dans la vôtre, nous choque le plus.

"Or, quand un peuple place sa base morale dans l'amour-propre et cherche ses modèles dans l'opinion publique, il devient très difficile à comprendre pour des gens qui ne lui ressemblent pas. Le tort de la France est de ne pas s'en rendre compte et de se froisser de nos dissonances. Elle devrait observer, bien plutôt, qu'elles rendent malaisée jusqu'à la moindre conversation d'affaires. En 1911, j'étais sûr que nous aurions du mal à nous mettre d'accord. Je disais à mes amis: "Vous verrez qu'au bout de chaque entretien, lorsque nous aurons essayé de grouper des raisons que nous jugerons bonnes, on nous répondra: notre dignité (1)." Que dire à cela? Voilà pourquoi nous serions toujours, avec vous, battus dans les négociations.

— Vieux procès, fis-je. Toujours les Latins en face des Germains.

— Sans doute. Et je ne prétends pas découvrir l'âme latine. Je cherche seulement les raisons d'une incompréhension réciproque, que je regrette. Et voulez-vous me permettre d'ajouter autre chose? Nous savons très bien quelle idée les Français se font de nous. Nous connaissons quel emploi ils nous réservent. Nous sommes épaïs, nous aimons la bière et la saucisse, les femmes laides, les propos grossiers. Nous ne possédons, c'est entendu, ni la grâce, ni la fantaisie, ni le liant qui font le charme de l'esprit français. Eh bien! soit; mais nous le savons trop, et nous trouvons qu'on nous le reproche avec une assistance un peu

(1) Sans doute, et nul ne contredira M. Rathenau. Mais la dignité et l'orgueil ne sont-ils pas des mobiles légitimes? Tout dans la vie, ou privée ou publique, n'est-il donc que marché ou marchandage? Un exemple, en tout cas, appuie les paroles de M. Rathenau. Le 24 juillet 1911, M. de Kiderlen et M. Jules Cambon discutaient l'affaire marocaine. Ils en étaient au Congo. M. de Kiderlen demandait beaucoup. M. Cambon offrait peu. Le ministre allemand insistait. Il s'étonnait de la réponse de la France; il croyait, disait-il, lui demander moins et lui donner plus que l'Angleterre n'avait fait; il ajoutait: "L'abandon absolu que nous vous ferions du Maroc, la cession du Togo et celle de tout le Haut Cameroun, c'est cependant quelque chose, et cela mérite considération."

Alors l'ambassadeur de France, sans discuter même la valeur de l'offre allemande: "D'autres points de vue, répliqua-t-il, entrent à nos yeux en considération. Il nous est impossible d'abandonner le Congo français."

C'était la raison sentimentale qui intervenait dans un débat d'affaires. On se rappelle quel rôle elle joua en France dans les véhémentes oppositions qui accueillirent le traité du 4 novembre.

désobligeante.

— Plaisanteries! Caricatures!

— Je le sais. Je m'imagine pourtant que ces plaisanteries, où se mêle de la vérité, vont plus profond et plus loin que la caricature. Mais je veux bien que ce ne soit pas très grave. Je le veux, car j'appelle de toutes mes forces le moment où, de telles plaisanteries, nous pourrions rire ensemble, amicalement. Je crois obstinément, en dépit de tout, que la France aura, ou proche ou lointaine, sa période de snobisme allemand. Nous la méritons. Oui, l'activité intellectuelle, la curiosité artistique de l'Allemagne moderne sont dignes de la sympathie d'un peuple tel que le vôtre. J'aperçois les obstacles. Il est très difficile de traduire de l'allemand en français. Votre génie est lumineux et simple. Le nôtre s'attarde volontiers dans le clair-obscur, ce clair-obscur des choses qui ne jaillissent pas de la raison, mais de l'âme, que la logique ne commande pas, mais une sorte de sentimentalité inconsciente. Nous sommes ainsi faits. Nous ne parlons pas du fond de notre intelligence, mais du fond de notre âme, et l'âme humaine est quelque chose d'incertain, de fragile, souvent d'incohérent. Que j'aimerais à voir les Français se mettre à apprendre l'allemand! Parler une langue, c'est déjà entrer un peu dans les idées qu'elle modèle. Les moyens, vous le voyez, sont lents. Si un résultat doit être obtenu, il est bien lointain. Hélas! je ne crois pas aux moyens rapides.

M. Walther Rathenau s'arrêta un instant.

— Je n'y crois pas, parce qu'entre nous il y a une question qui est au fond de tout, et dont il faut bien que nous parlions: l'Alsace-Lorraine... Eh! bien, non, n'en parlons pas. Qu'aurions-nous, vous et moi, à en dire? C'est le secret de l'avenir. Qui de nous peut se flatter de deviner quelles seront plus tard les formes des Etats et des Empires, ni ce que la concurrence vitale fera de l'Europe? Hypothèses énormes, et qui débordent l'esprit. Que valent, en regard, nos querelles de frontières! Alors on s'apercevra qu'elles n'étaient point le grand jeu, mais la petite amusette. Et, je vous le dis, c'est là mon espérance. Espérez assez mélancolique, ne trouvez-vous pas? C'est celle de la sagesse. Ne nous obstinons pas à précipiter l'ordre des événements. Considérons toutes choses non du point de vue resserré et court de la politique changeante, mais du point de vue philosophique.

M. Rathenau fit trois pas et poursuivit:

— Je vous ai beaucoup parlé de nous. Si nous parlons un peu de vous? Je connais assez bien les bornes des Allemands, mais je distingue aussi celles des Français. Quel singulier défaut est le vôtre, quand vous êtes à l'étranger, de tout dénigrer! Que ne dites-vous des montagnes de la Suisse, du couchage de ce pays-ci, de la nourriture de celui-là! Vous ne rencontrez rien que vous ne vous empressiez de comparer à Paris. Méthode déplorable, et trop humiliante pour l'objet comparé, puisque l'art consiste toujours à lui opposer un terme incomparable, en l'espèce Paris. Ne voyagez-vous donc que pour vous donner des occasions de comparer? Il semble que ce soit chez vous un tel besoin que j'hésite toujours à conseiller à des Français de venir chez nous; nous y risquons trop. Nous avons, nous, le défaut contraire. Nous adorons le carnaval. Nous passons notre vie à nous travestir, aujourd'hui en Français, demain en Russes, puis en Italiens, en Espagnols et, plus tard, en Anglais. Le Français, lui, trouve partout le mouchoir d'Othello. Et ceci même n'est que le signe d'un caractère plus général.

"Il est très attaché à ses coutumes, il tient à ses traditions. C'est une sorte de fidélité qu'il nous arrive d'admirer chez lui, mais dont nous nous sentons incapables. La tradition est sans doute une force très noble, mais aussi une force apaisante, une force statique, qui détourne de la curiosité et de l'effort. Nous ne comprenons pas très bien, par exemple, votre amour exclusif des grands styles historiques, et comment votre goût pour le Louis XIV ou le

Louis XV peut-il vous faire mépriser le temps où vous vivez? Vos grands peintres de l'école dite impressionniste ont été chez nous consacrés, quand la France les méconnaissait: leurs oeuvres atteignent ici des prix dont vous seriez étonnés.

"Même si, d'aventure, vous consentiez à accepter un présent étranger, c'est pour le transformer aussitôt à votre mode. Vous avez eu un acteur qui s'appelait M. Antoine. Il était, disiez-vous, admirable. La première fois que je l'ai vu jouer, j'ai été stupéfait. Il s'inspirait visiblement de moyens qui nous étaient, à nous, familiers; mais il avait déjà dénaturé, francisé, destitué de leur originalité propre les sources allemandes et anglaises auxquelles il empruntait, et cela n'empêchait pas les Parisiens de trouver M. Antoine très hardi. Oui, vous avez tellement l'amour de votre passé et de votre génie, tellement l'admiration de tout ce qui sort de chez vous, de vos mets, de vos costumes, de votre littérature, de votre art, qu'il sera toujours très difficile à des étrangers de vous apparaître autrement que comme des bêtes curieuses et d'être pour vous autre chose qu'une distraction ethnographique.

"Voilà certains des caractères qui nous séparent, ou, je le préfère, qui nous distinguent. Ces désaccords psychologiques joints à ce que nous savons, peuvent-ils aller jusqu'au conflit? Craignons les fatalités et disons-nous que les hommes ne commandent pas toujours aux événements. Mais sachez aussi — je vous le déclare avec toute la force dont je suis capable — qu'en Allemagne personne ne veut la guerre, qu'une guerre jamais ne sera rendue inévitable par un entraînement de l'opinion allemande, que la guerre peut venir de ceux qui dirigent, mais ne jaillira pas du sol même de la nation. Voilà de quoi vous devez être convaincu et convaincre à votre tour vos compatriotes.

— Je veux bien, dis-je. Rappelez-vous cependant qu'en 1911 les pangermanistes, minorité en temps ordinaire, ont bien paru tenir la tête et prendre la direction.

— Les pangermanistes? Vous allez me parler des pangermanistes? Ce sont des braillards. Laissons-les crier: le peuple veut la paix. Est-ce à dire que ce peuple pacifique refuserait de répondre à l'appel de la guerre? Non. Il suffirait de lui refaire le coup de la dépêche d'Emis, et il marcherait sans discuter. Ce que j'entends, est ce qu'il est possible de l'enflammer en le travaillant, mais qu'il n'est point, par lui-même, explosible.

"Je ne vous dis pas que tout cela soit très rassurant, et, quoique très optimiste, je ne ferme pas les yeux au danger. Les solutions seront enfin, je le crois, celles que je souhaite. Mais elles se feront attendre, et nous ne gagnerons rien à vouloir les précipiter. Si elles sont tardives, sera-ce tout à fait de notre faute? Vous voyez avec quelle liberté d'esprit je m'exprime devant vous. Je vous prie, à votre tour, de faire votre examen de conscience, et ne vous demandez pas de confidences. Ne répondez pas à ce que je vais vous dire, mais laissez moi vous le dire. Réfléchissez à ceci: il y a des sujets, vous le savez, qui sont interdits à un journal français, à un orateur français; il y a des choses que vous-même ne pourriez écrire dans aucun journal de votre pays. Eh! bien, cela, chez un peuple de culture, de civilisation raffinée, de liberté illimitée, où l'on peut parler de tout, écrire sur tout, anarchie, révolution, pornographie, c'est un signe très grave!

"Autre chose encore, que vous me permettez d'ajouter. Vous avez une catégorie de personnes dont toute la vie est fondée sur la méconnaissance de nos deux pays. Ce sont les professionnels de la haine. Ne les comparez pas à nos pangermanistes, pauvres gens qui errent, et que nul n'écoute, cervelles ingénues, sans idées générales, qui se sont fait de la patrie allemande une conception étroite et sottise, qui étaient hier pour les Boërs et seront demain contre les Russes ou les Italiens. Les vôtres, vos nationalistes ont une spécialité, qui est la haine de l'Allemagne. Va-t-on leur enlever leur raison d'être?

"Malgré tout, j'espère. Oui, je crois

que prévaudront la sagesse et le bon sens. La tourmente passée, nous reviendrons au calme, qui déjà se décele. Puis nous nous connaîtrons, après la détente, l'entente et, je le souhaite, l'amitié, c'est-à-dire la pénétration réciproque de l'esprit français et de l'esprit allemand. Alors ce sera le salut, la grande victoire de la raison et de la vie..."

Ainsi parla, ce jour-là, de sa voix tranchante et un peu sourde, le docteur Walther Rathenau.

GEORGES BOURDON.

A VENDRE

2 habillements de gala (habit, gilet et pantalon) pour hommes de 120 à 125 livres. Bonne occasion pour étudiants, commis, etc.

Bibliothèque à rideaux de 10 pieds x 10; 90 pieds courants de rayons; en deux sections de 5 pieds chacune, pouvant se joindre en angle ou bout à bout.

Pour plus amples renseignements, écrire Casier postal 1525, Poste centrale, à Montréal.

D'aucuns se sont peut-être imaginé que les rédacteurs de l'Action vivent d'amour et d'eau fraîche. Rien n'est plus faux. Ils travaillent pour gagner leur vie. Quand ils n'ont pas autre chose à faire, ils rédigent des discours ou des mémoires pour les autres, font de la traduction ou préparent des annonces moyennant finances. Leur tarif est élevé, mais leur travail est irréprochable. Avez-vous besoin d'eux?? — S'adresser rue Saint-Gabriel, 72. — Téléphone: Main 5356.

On demande d'anciens numéros de l'"Action"

On demande à acheter les numéros de l'Action portant les dates suivantes: 25 octobre 1913; 1 et 8 novembre 1913; 7 février 1914 et 27 février 1915.

S'adresser par lettre au directeur de l'Action.

L'ACTION est publiée par Jules Fournier, tous les samedis, à Montréal. Adresse pour la police: rue Saint-Gabriel, 72.

Téléphone: Main 5488 Chambre 60

Geo.-H. Thibault

COURTIER D'IMMEUBLES
ET D'ASSURANCES
EDIFICE TRANSPORTATION
Sixième Etage

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

MONTREAL-TORONTO

9 h. et 9 h. 40 du matin, 7 h. 30 et 10 h. 30 du soir.

Wagon - salon - buffet - bibliothèque sur les trains de jour; wagons-lits Pullman éclairés à l'électricité sur les trains de nuit.

L'International Limited

Le meilleur train du Canada.

Quitte Montréal pour Toronto et Chicago à 9 h. du matin tous les jours.

MONTREAL-OTTAWA

8 h. et 9 h. 10 du matin, 4 h. et 8 h. 05 du soir. Trains de 9 h. 10 du matin et 4 h. du soir tous les jours, excepté le dimanche; trains de 8 h. du matin et 8 h. 05 du soir tous les jours.

Wagon-salon, buffet et bibliothèque sur tous les trains. Wagon-salon et wagon-salon-buffet-observatoire Pullman sur les trains de 9 h. 10 du matin et 8 h. 05 du soir.

BUREAUX EN VILLE:

122 rue Saint-Jacques (téléphone: Main 6905), Hôtel-Windsor et Gare Bonaventure.

LA COMPAGNIE
MARCHAND FRERES, Limitée
IMPRIMEURS
56, Rue Amherst, - Montréal
Téléphone Bell: Est 2292.

PARLEZ FRANÇAIS !

Au téléphone,

Au restaurant,

Dans les chemins de fer,

Dans les magasins,

Dans les administrations,

Partout !

Parlez la langue des civilisés !

PARLEZ FRANÇAIS !

VERS D'AUTOMNE

Never more

*Souvenir, souvenir, que me veux-tu? L'automne
Faisait voler la grive à travers l'air atone,
Et le soleil dardait un rayon monotone
Sur le bois jaunissant où la brise d'été.*

*Nous étions seul à seule et marchions en rêvant,
Elle et moi, les cheveux et la pensée au vent.
Soudain, tournant vers moi son regard émouvant:
"Quel fut ton plus beau jour?" fit sa voix d'or vibrant,*

*Sa voix douce et sonore, au frais timbre angélique.
Un sourire discret lui donna la réplique,
Et je baisai sa main blanche, dévotement.*

*— Ah! les premières fleurs, qu'elles sont parfumées!
Et qu'il bruit avec un murmure charmant,
Le premier "oui" qui sort des lèvres bien-kimées!*

(Rimes saturniennes.)

PAUL VERLAINE.

Les documents de M. Barrès

(Texte d'une lettre attribuée par M. Maurice Barrès, dans l'"ECHO de Paris", à "un ouvrier mobilisé des environs de Pont-à-Mousson", et dont le président de la Ligue des Patriotes prétend avoir eu copie.)

A la cuisine, deux enfants, *Lise et Jean*, sont assis près du feu. Tous les trois parlent dans le vieux patois du pays. Tout à coup, la maman se lève, court à la porte et voit au loin arriver des cavaliers.

— Mes enfants, dit-elle, en les serrant sur son cœur, je crois que les Prussiens arrivent. Ils vont voir que nous avons logé et nourri des soldats français, et sûrement ils voudront nous faire dire où ils sont. Ils les prendront et les fusilleront.

— Il faut leur dire qu'ils sont partis par là, juste le chemin opposé, dit le petit Jean.

— Oh! non, dit la maman, si nous les trompons par un mensonge ils reviendront se venger. Ecoutez plutôt: je ne parlerai aux Prussiens qu'en patois, ils n'en comprendront pas un mot. Vous ferez comme moi, et à tout ce qu'ils diront vous ne répondrez toujours que par la même phrase que vous direz en patois.

La porte s'ouvre, les Boches entrent. Ils questionnent, mais les réponses de la maman sont incompréhensibles.

"Voyons, ces deux enfants, ils doivent apprendre le français à l'école", dit l'officier qui parlait un peu le français.

Un des soldats saisit la petite *Lise*, tandis qu'un autre s'empara du petit *Jean*. "Où est votre père? dit-il d'une voix rude; où sont les "Françoses" qui ont passé ici?"

Lise leva ses yeux bleus vers ce soldat étranger et, toute tremblante, répondit en patois. *Jean* fit de même. Les soldats, irrités, soupçonnant une ruse, fouillèrent la maison, mais ne parvinrent pas à découvrir la trappe qui, auparavant, avait été recouverte de paille sale. Ils menaçaient les enfants de leur sabre. Ils leur dirent qu'ils vont tuer leur maman et de les tuer eux-mêmes s'ils ne répondent pas. Les pauvres enfants se mirent à pleurer, mais, fidèles aux recommandations de leur mère, ils répétaient à travers leurs larmes toujours la même phrase.

(Extrait d'un livre déjà ancien en librairie, intitulé: "Livre de lecture et d'instruction pour l'adolescent", par Bruno, éditeur Belin.)

Lise et Jean étaient assis sur le genou de leur grand-mère. La grand-mère parlait avec eux des malheurs de la guerre. Elle en parlait dans le vieux patois du pays...

"Mes enfants, pauvres petits, dit la grand-mère en serrant ses enfants sur son cœur, les Prussiens vont arriver... Ils soupçonneront que nous avons logé et nourri des soldats français, et ils voudront nous faire dire le chemin que nos soldats ont pris..."

"Enfant, si tu les trompes par un mensonge, les Prussiens reviendront se venger. Ecoutez-moi bien, mes enfants, je ne parlerai aux Prussiens que dans mon vieux patois, et ils n'en comprendront pas un mot, etc.

Les Prussiens questionnent d'abord la grand-mère; sa réponse est inintelligible.

— C'est une vieille sauvage, pensent-ils, qui ne sait même pas la langue de son pays; mais voici deux enfants qui doivent apprendre le français à l'école.

L'un d'eux saisit la petite *Lise*, tandis qu'un autre s'empara de *Jean*.

"Où est votre père? leur disent-ils d'une voix rude. Où sont les soldats français qui ont couché ici?"

Lise leva ses yeux bleus vers le soldat étranger, et de sa petite voix d'enfant toute tremblante... etc.

Jean à son tour répondit la même chose. Les soldats irrités soupçonnent une ruse. Ils menacent les enfants de leur sabre, ils les attachent debout à la porte, par la nuit froide; ils leur dirent qu'ils vont tuer leur grand-mère et les tuer eux-mêmes s'ils ne répondent pas.

Les pauvres enfants se mirent à pleurer; mais fidèles aux recommandations de leur grand-mère, ils répétaient à travers leurs larmes leur même phrase uniforme et douce.

Les deux gardes

PERSONNAGES:

Mme GAUFFRE, garde de jour.—Mme SCHNICK, garde de nuit.—LE MALADE.

Une chambre. — Dans cette chambre, un lit, une table et un fauteuil bergère. Dans le lit, le malade. Sur la table, d'un côté, des fioles pharmaceutiques, un verre et une petite cuiller; d'un autre, la moitié d'un poulet, des fruits, du vin, un appareil à faire le café, des liqueurs. Dans la bergère, la garde de jour, Mme Gauffre; elle a un gros tampon d'ouate dans chaque oreille et tient un roman qu'elle lit à demi-voix.

Mme GAUFFRE, lisant: — "La grosse cloche du château sonna minuit avec sa lenteur habituelle. C'était l'heure impressionnante où, d'ordinaire, les ténèbres nocturnes enveloppent la terre..."

LE MALADE, faiblement. — A boire... Mme GAUFFRE, sans l'entendre. — C'est impressionnant! Ca me donne soif. (Elle boit). Y a pas à dire, l'Armagnac est bonne, dans cette maison. (Elle achève le petit verre.)

LE MALADE. — A boire... Mme GAUFFRE. — Voyons un peu, maintenant, ce qui va se passer. (Retournant sa lecture.) "Le seigneur polonais n'attendait que cet instant pour accomplir l'oeuvre de vengeance dont il était depuis si longtemps altéré..."

LE MALADE. — A boire... Mme GAUFFRE. — "Il bondit comme un jaguar..."

Mme SCHNICK, entrant. — Bonsoir madame Gauffre.

Mme GAUFFRE. — Ah! bonsoir, madame Schnick! Vous voilà donc déjà!

Mme SCHNICK. — Dame! il est huit heures; et je viens comme tous les soirs, vous relever pour la nuit.

Mme GAUFFRE. — Attendez que je retire les tampons d'ouate.

Mme SCHNICK. — C'est une bonne précaution.

Mme GAUFFRE. — Indispensable pour lire! Le moindre bruit détournerait mon attention, et, quand on a la chose d'être tombée sur un roman intéressant, n'est-ce pas?...

Mme SCHNICK. — Sur de sûr!

Mme GAUFFRE, se levant. — Mais c'est pas tout ça. Je vais vous laisser la place. Asseyez-vous... Ah! j'oubliais que vous avez les reins creux et qu'il vous faut un oreiller pour les caler... Bougez pas! (Elle soustrait un des deux oreillers du malade et l'insère au bon endroit, derrière Mme Schnick.) Voilà!

Mme SCHNICK. — Vous êtes la crème, madame Gauffre!

Mme GAUFFRE. — Et puis parlons de votre manger. Vous voyez, je vous ai laissé la moitié du poulet que la famille m'a fait servir aujourd'hui. J'ai vidé ma bouteille de Bordeaux; mais en voici une autre pour vous.

Mme SCHNICK. — Merci, merci... Mais, vous savez, et vous allez dire que je suis bête, ça me fait toujours quelque chose de me garnir le coffre comme ça devant lui.

Mme GAUFFRE. — Mais puisqu'il ne faut pas qu'il mange!

Mme SCHNICK. — Ben, justement!

Mme GAUFFRE. — Et, moi, je vous dis que ça lui fait le plus grand bien de vous regarder avaler du bon. Ca lui donne envie de guérir plus vite, pour pouvoir faire la même chose, quand il sera bien portant.

Mme SCHNICK. — Et comment qu'il va, à c't'heure?

Mme GAUFFRE. — Ben, vous voyez...

Mme SCHNICK. — Oui, il est encore là...

LE MALADE. — A boire...

Mme GAUFFRE. — Et qu'est-ce que vous avez fait aujourd'hui, mame Schnick?

Mme SCHNICK. — Ah! m'en parlez pas, mame Gauffre! J'ai déménagé!

Mme GAUFFRE. — Oh! alors, vous devez être ben fatiguée!

Mme SCHNICK. — J' comprends! C'est à-dire que je dors déjà tout éveillée!

Mme GAUFFRE. — Y a là l'appareil au café.

Mme SCHNICK. — Je vous remercie; mais, si ça vous fait rien, j'en prendrai pas. J'aurais trop peur que ça m'empêche de dormir.

Mme GAUFFRE. — A vote idée. C'est vote affaire.

Mme SCHNICK. — Dame! est-ce pas, la nuit, c'est fait pour le sommeil.

Mme GAUFFRE. — Ah! comme de justice.

Mme SCHNICK. — Avec tout ce que j'ai à faire pour mon mari et pour moi tout l'après-midi, vous pensez!

Mme GAUFFRE. — Ben entendu!

Mme SCHNICK. — Puis, aussitôt qu'on est dans un fauteuil comme celui-ci, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse?

LE MALADE. — A boire...

Mme GAUFFRE. — D'autant qu'ici, mame Schnick, c'est une bénédiction pour ça, vu qu'on n'est jamais dérangé par la famille.

Mme SCHNICK. — Oui, c'est des braves gens.

Mme GAUFFRE. — Oh! dans le commencement du début, ils venaient bien de temps en temps pour voir comment que ça se triboulait; mais vous savez ce que je leur z-y ai dit? Je leur z-y ai dit: "Venez donc pas tout le temps comme ça. Ca ne peut que le fatiguer, le pauvre cher homme. Sans compter que de vous voir bien portants, ça le rend triste et ça lui vaut rien."

Mme SCHNICK. — Ça c'est vrai: faut qu'un malade soye gai.

Mme GAUFFRE. — Et je leur z-y ai dit encore: "Je suis là, moi, s' pas? Ben, c'est l'essentiel. Vous autres, sortez, prenez l'air. De rester enfermés comme ça, c'est pas ça que vous tiendra en santé. Vous finirez par tomber malades aussi. Et, alors, vous serez bien avancés! Je sais ben qu'alors, vous aurez, comme ce pauvre cher homme, l'agrément de m'avoir pour garde de jour. C'est égal, vaut mieux pas vous y exposer!"

Mme SCHNICK, sérieusement. — Sur de sûr!

Mme GAUFFRE. — Et, alors, ils sortent. Et moi, je suis là ben tranquille avec ce pauvre cher homme.

LE MALADE. — A boire...

Mme GAUFFRE, à Mme Schnick. — Prenez donc un petit verre d'Armagnac: ça vous donnera du ton.

Mme SCHNICK. — C'est pas de refus.

Mme GAUFFRE, reprenant. — Et, quand vous arrivez, moi, avant de partir, je vas les trouver et je leur z-y dis: "Il a passé une bonne journée. Et, quant à la nuit, n'avez crainte crainte, mame Schnick est là qui vient de s'amener rectum; et, après moi, c'est connu, y a en pas une pareille pour améliorer un malade."

LE MALADE. — A boire...

Mme SCHNICK. — Ça paraît-il, par hasard, qu'il aurait la pépie?

Mme GAUFFRE. — Non, c'est un tic qu'il a comme ça, pour s'amuser, sans doute. Pour quant à avoir soif, ça se peut pas, attendu que j'i ai donné huit cuillerées de sa potion, y a trois heures à peine!

Mme SCHNICK. — Mais je croyais qu'on devait lui en donner une toute les demieures.

Mme GAUFFRE. — Taisez-vous donc! Des giries, des trucs de merdeins pour obstiner les gardes-malades, pour nous forcer à rester éveillées.

Mme SCHNICK. — Probable.

Mme GAUFFRE. — Puisque je vous le dis!

Mme SCHNICK. — Alors?

Mme GAUFFRE. — Alors, il est huit heures du soir, quand vous venez, et c'est à huit heures du matin que je vous relève. Ça vous fait douze heures de garde, s' pas? Douze heures à une cuillerée par demier, ça fait vingt-quatre cuillerées. Ça serait peut-être esquisser en un seul coup. Donnez-é donc ça en trois fois, de quatre heures en quatre heures: huit cuillerées à la fois, 3 fois 8, 24.

Mme SCHNICK. — Ça sera pas trop?

Mme GAUFFRE. — Y a pas de danger! Je vous demande un peu, une cuillerée par demieure, quel effet que ça peut ben faire? Tandis que huit cuillerées ben agglomérées toutes les quatre heures, au moins, ça représente quelque chose d'efficace!

Mme SCHNICK. — Sur de sûr!

Mme GAUFFRE. — Allons, au revoir, mame Schnick! A demain au matin!

Mme SCHNICK. — C'est ça, bonne nuit, mame Gauffre.

Mme GAUFFRE, sortant. — Et vous aussi.

Mme SCHNICK, baillant. — Ah! j' comprends! (A peine seule de deux minutes, elle s'endort.)

LE MALADE. — A boire...

Mme Schnick ronfle. Le malade se lève comme il peut, s'approche de Mme Schnick et, respectueusement, lui frappe sur l'épaule.

Mme SCHNICK, sursautant. — Hein? Quoi? Qu'est-ce que vous voulez?

LE MALADE. — Mettez-vous donc dans le lit, madame. Vous serez bien mieux.

Mme SCHNICK. — Non? Vrai? LE MALADE. — Je vous en prie.

Mme SCHNICK. — Oh! je veux bien, moi!... Faut pas contrarier les malades. (Elle se couche. Le malade prend sa place dans la bergère.)

Mme SCHNICK. — Mais qu'est-ce que vous allez faire, vous?

LE MALADE. — Moi, madame?... Eh bien! mais je vais vous veiller.

Mme Schnick ronfle déjà.

GEORGES DOUVOIS.



Metro Pictures, Limited

AVIS est donné au public qu'en vertu de la première partie du chapitre 79 des Statuts révisés du Canada, 1906, désigné *Loi des Compagnies*, il a été dérivé, sous le sceau du Secrétaire d'Etat du Canada, des lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1915, constituant en corporation Rupert George Sharp et Herbert Labin, agents, Mélanie Deschênes, sténographe, Arthur Ecrement, notaire, et Hubert Desjardins, comptable, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:—

(a) Manufacturer, acheter, vendre, louer et faire le commerce de pellicules cinématographiques, rouleaux de pellicules pour vues animées et pellicules de toutes sortes employées dans la production des vues animées;

(b) Posséder ou louer et exploiter des théâtres de vues animées de tous genres et donner des représentations de vaudevilles dans tels théâtres de vues animées;

(c) Acheter ou autrement acquérir et obtenir des protections et licences provisoires ou autres à propos de toutes inventions ou supposées inventions, brevets, marques ou noms de fabrique, dessins, droits d'auteur, projets, idées, procédés secrets ou autres et choses de même nature qui sembleront devoir être avantageuses ou utiles à la compagnie, et les essayer, développer, prolonger, renouveler, exposer, employer, vendre en accordant des licences exclusives ou autres ou autrement disposer de toutes ou de chacune de ces choses;

(d) Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement disposer de toutes valeurs, stocks, obligations, débetures ou actions d'aucune compagnie, qu'elle soit, ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie, nonobstant les dispositions de l'article 44 de la *Loi des compagnies*;

(e) Faire aucune des choses ci-dessus comme principaux ou agents et particulièrement agir comme courtiers en douane en ce qui concerne les pellicules importées pour vues animées;

(f) Faire tous arrangements pour l'amalgamation, l'union des intérêts, les concessions réciproques avec toute compagnie, maison ou personne exploitant une industrie en tout ou en partie similaire à celle de cette compagnie;

(g) Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie des affaires, propriétés ou passif d'aucune personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie est autorisée d'exercer, ou possédant aucune propriété convenant aux objets de cette compagnie et payer pour telle industrie ou propriété, totalement ou partiellement, avec les actions et obligations de cette compagnie;

(h) Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou aucune des débetures ou autres valeurs de la compagnie ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

(i) Vendre ou autrement disposer, en tout ou en partie, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie de son actif pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie, nonobstant les dispositions de l'article 44 de la *Loi des compagnies*;

(j) Distribuer parmi les membres de la compagnie, en nature, aucunes actions, débetures, valeurs, ou biens appartenant à la compagnie.

(k) Faire toutes autres choses qui pourraient être légales ou utiles pour exercer convenablement les objets ci-dessus.

La compagnie exercera son industrie par tout le Canada et ailleurs, sous le nom de "Metro Pictures, Limited," avec un capital-actions de cinquante mille dollars, divisé en 500 actions de cent dollars chacune, et le principal lieu d'affaires de ladite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire d'Etat du Canada, ce 9e jour de septembre 1915.

THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

Pour prendre un bon repas,
pour passer une agréable soirée,

VOUS NE TROUVEREZ RIEN DE MIEUX, SUR TOUTE
L'ILE DE MONTREAL,

QUE

Le Château-Dupéré

RUE NOTRE-DAME, LONGUE-POINTE

Spécialement recommandé aux touristes.

CUISINE DE PREMIER ORDRE.

SITE MERVEILLEUX.

A NOS AMIS

Il n'est pour ainsi dire pas de jour que des lecteurs, nous envoyant le prix de leur abonnement, ne nous expriment en même temps "le regret où ils sont de ne pouvoir faire davantage pour encourager notre journal."

Très souvent, ces personnes bienveillantes n'ont en effet pas d'autre occasion de nous témoigner de façon tangible leur sympathie.

Assez souvent aussi, elles n'auraient que d'y penser pour pouvoir très facilement nous rendre service,—par exemple en nous confiant leurs annonces. Nous avons spécialement en vue, ici, d'abord les nombreux amis que l'Action compte au Barreau et qui ont à tout moment des annonces officielles à distribuer aux journaux; ensuite les nombreux amis que l'Action compte dans le monde des affaires, où, comme chacun sait, il n'est pas un homme qui n'ait de temps en temps à faire publier un avis "d'incorporation", etc.

Les uns et les autres peuvent—sans qu'il leur en coûte plus qu'un petit effort de mémoire—nous donner le plus précieux encouragement.

Ils voudront bien à l'occasion, nous en sommes sûrs, ne pas nous oublier.

L'ACTION.

H. Beauregard

Entrepreneur général
en construction

70, rue St-Jacques, 70
MONTREAL

Téléphone: Main 735

Aux amis de l'"Action"

Aimez-vous notre journal?
Nos idées vous plaisent-elles? Il n'est pas de plus efficace moyen de nous encourager que de nous confier

VOS IMPRESSIONS

Tarif modéré Travail de premier ordre

DEMANDEZ NOS PRIX

"L'Action" Rue Saint-Gabriel, 72

Téléphone: Main 5356

Avis aux gens de gout

S'il est une obligation qui s'impose aux gens de goût,

désireux de s'habiller avec élégance,

c'est bien une visite au magasin d'

Oscar Loiseau & Cie

159, rue Saint-Denis, 159

Téléphone: Est 448

Complets de tout genre pour messieurs. — Costumes pour dames.
Etoffes de premier choix, main d'oeuvre irréprochable.

SPECIALITE:

HABITS DE GALA

N.-B. — Se réclamer de l'"Action."

L'Action" accuse!

Deux échevins et trois commissaires vendus au citoyen Slade, --- vendus de la tête aux pieds. C'est à savoir: les dénommés Martin, Hébert, Macdonald, Ménard et Mayrand

Vous faut-il vraiment un journaliste à poursuivre, messeigneurs? --- NOUS VOICI!

Quand MM. Hébert et Macdonald, Ménard, Mayrand et les autres feignent de croire qu'il n'est pour les incriminer, dans cette affaire de l'"Aztec", que les lettres et memorandums du nommé Slade, ils jouent un jeu à la vérité par trop grossier. Personne, à notre connaissance, n'a encore prétendu que ces pièces, TOUTES SEULES, prouvent quoi que ce soit contre eux. Chacun reconnaît au contraire qu'elles ne compromettent directement que le seul Slade avec sa compagnie.

Non! — ce qu'il y a de terrible contre Ménard et Mayrand, aussi bien que contre Hébert et Macdonald, ce ne sont pas — et ils le savent bien — les petits papiers produits l'autre jour devant le tribunal. C'est bien pis que cela. C'est tout l'ensemble de leurs actes à l'égard de ce Slade et de sa compagnie depuis six mois — c'est le zèle absolument anormal qu'ils n'ont cessé de déployer sans l'ombre même d'une raison, dans les intérêts de l'un et de l'autre. — C'est enfin leur inexplicable parti-pris, en toute occasion, de favoriser l'"Aztec" au détriment du trésor public, et en dépit de tout...

Voilà, s'il faut le leur dire, la véritable charge qui pèse sur leur réputation, la véritable cause du discrédit dans lequel ils sont tombés. Si tout le monde à Montréal, aujourd'hui, les prend pour des voleurs, la faute n'en est pas, quoi qu'ils disent, aux journaux coupables d'avoir publié le memorandum Slade. La faute en est à eux, à eux seuls.

Quand on n'est pas des voleurs, on ne se conduit pas comme si l'on en était. Quand on n'est pas des voleurs, et qu'on n'est payé par personne pour favoriser la dilapidation des deniers publics, on ne va pas, dans l'exercice de charges publiques, perpétrer des actes, par exemple, comme ceux que nous allons ici rappeler.

Nous sommes au mois d'avril dernier, tout juste quelques jours après la rédaction du fameux memorandum. La Ville ayant demandé des soumissions au jour dit aux fournisseurs d'asphalte, trois concurrents répondent à son appel. Slade est du nombre. Malheureusement, son asphalte coûte plus cher que les autres; et d'ailleurs, ses échantillons, soumis aux experts, sont déclarés de qualité inférieure à ceux de la "Warner-Quinlan". On ne pourra donc cette fois lui adjudger la commande. Mais patience! Laissez couler un peu de temps.

Nous voici au 4 juin. Grande discussion au Bureau des Commissaires. Il s'agit de bâcler enfin cette affaire de l'asphalte. A qui va-t-on donner le contrat? A la "Warner-Quinlan", sans doute, puisqu'elle offre à meilleur marché que l'"Aztec" un produit de qualité supérieure? Point du tout, mes amis. La majorité du Bureau, d'un geste, élimine toutes les soumissions reçues et, sans songer même un instant à en demander de nouvelles, accorde sur-le-champ le contrat à la compagnie de M. Slade!

— Bonne affaire pour ce M. Slade, allez-vous dire.

Pas assez bonne encore, cependant, au gré de nos vaillants administrateurs, qui, tandis qu'il y sont, s'empressent par-dessus le marché de recommander au Conseil, par résolution, "que ledit contrat soit prolongé pour une période DE DIX ANS, l'"Aztec" s'engageant en retour à raffiner son asphalte à Montréal. Résolution qui fut, naturellement, déclarée par le Conseil "ultra vires", illégale et nulle pour les avocats de la Ville.

Restait tout de même au gérant de l'"Aztec", pour se consoler, un contrat en bonne et due forme pour la fourniture de l'asphalte durant une année. Hélas! un plaideur survint... M. Slade, sûr d'avance de perdre son procès, aime mieux renoncer de lui-même à son marché que d'encourir des frais inutiles.

Aussi bien, dans son esprit, n'était-ce que partie remise. De fait, moins d'un mois après, c'est à dire exactement le 13 juillet, nous retrouvons l'"Aztec" à l'hôtel de Ville, en train de livrer un autre assaut.

En réponse au nouvel appel de soumissions nécessité par l'annulation du contrat Slade, deux concurrents seulement, cette fois, se présentent devant MM. les commissaires: l'"Aztec" et la "Warner-Quinlan". Celle-ci demande pour son asphalte \$14.25 la tonne; la première, \$15.50. Les deux offres sont aussitôt référées à l'ingénieur en chef de la Ville, qui recommande catégoriquement la plus basse, rap-

pétant que d'ailleurs l'asphalte de la "Warner-Quinlan", au témoignage des experts, est sensiblement meilleur que celui de l'"Aztec".

N'importe! Il est du désir de MM. Hébert et Macdonald, il est paraît-il aussi du désir de M. le maire, d'acheter de l'"Aztec", on achètera de l'"Aztec". "Secrétaires, rédigez notre rapport en conséquence... Tenez, monsieur l'ingénieur, il ne vous reste plus qu'à signer."

— Jamais de la vie je ne signerai un rapport pareil! s'écrie M. Mercier, indigné.

N'importe encore! A la place de M. Mercier, on fera signer un de ses assistants, ou, à défaut, le premier commis venu. — "Carried! carried!" s'écrie le maire, visiblement pressé d'en finir. "Adopté."

— Un instant, interrompit ici l'un des avocats de la Ville, présent à la séance (nous avons nommé M. Lamarche). Un instant... Vous pouvez adopter cette résolution si vous le voulez, mais je dois vous prévenir qu'elle est absolument illégale.

— On va en prendre le risque... répond M. Hébert.

— C'est ça, on va en prendre le risque... répète comme un écho M. Médéric Martin.

Mais M. Lamarche insiste avec énergie, se fâche presque, bref fait tant et si bien que l'on finit par référer toute l'affaire au contentieux pour examen plus approfondi. Trois semaines plus tard, MM. les Commissaires, sur l'avis unanime des avocats de la Ville, se résignent enfin à accepter la soumission la plus basse. Seul, cette fois, l'incorruptible Médéric continua de lutter pour M. Slade. Il refusa même, tout d'abord, de signer le contrat voté par la majorité de ses collègues, et ne s'y décida qu'après plusieurs jours de réflexion.

Vers le même temps, autre tentative à signaler de la part de l'"Aztec". Sous le nom de sa subsidiaire, la "Simplex", elle trouve en effet moyen de se faire octroyer SANS SOUMISSIONS (encore!), par le Bureau des Commissaires, un contrat de pavages sans détermination de quantité, et donc, à cet égard, virtuellement illimité.

M. Slade jubilait. Il ne restait plus qu'à faire passer l'affaire au Conseil. MM. Ménard et Mayrand s'en chargèrent (je ne dis pas que ce fut à la demande de M. Slade, mais enfin ils s'en chargèrent). Les échevins, à la majorité d'une voix, ratifièrent la résolution des commissaires.

Non toutefois — hélas, hélas pour l'"Aztec"! — sans avoir concédé que la susdite résolution, pour devenir vraiment valide, devrait au préalable avoir reçu l'approbation du contentieux. Comme vous le savez peut-être déjà, elle ne devait pas sortir vivante des mains de M. Laurendeau.

Enfin, vous connaissez la dernière "combinaison". Ces bons messieurs de l'hôtel de ville, voyant qu'il n'était décidément pas plus facile d'"encourager" l'"Aztec" lorsqu'elle soumissionne (parce que ses prix sont trop élevés) que lorsqu'elle ne soumissionne pas (ce qui est une illégalité flagrante), imaginèrent, en faveur de leur protégée, ce plan ingénieux de demander des soumissions sans en demander. En d'autres mots, de demander des soumissions pour la forme. En d'autres mots encore, de demander des soumissions sans imposer, comme l'exige strictement la loi, un devis uniforme aux différents concurrents.

De quelle tête est sorti ce plan-là, je l'ignore profondément. Ce que je sais — ce que tout le monde sait, — c'est que grâce au fervent concours de MM. Hébert, Macdonald et Martin, d'une part, de MM. Ménard et Mayrand d'autre part, il a passé comme une lettre à la poste (... une lettre qui ne serait pas adressée à sir Rodolphe Forget), chez les commissaires d'abord, chez les échevins ensuite. Ce que je sais encore, c'est qu'il a paru dans le temps tout à fait bon à M. Slade, et que la Ville, enfin, n'y perdra guère, tout bien compté, que \$25,000 environ.

Voilà, aussi brièvement résumée que possible, l'histoire des différentes tentatives de cambriolage pratiquées en ces derniers temps, par la compagnie de M. Slade, sur le coffre municipal.

Et maintenant je le demande à tout homme de bonne foi:

— Que penser de ceux de nos administrateurs qui six mois durant, en toute constance et en tout lieu, ne ménagèrent à ces criminelles entreprises le secours ni de leur parole ni de leurs votes? Que penser d'eux lorsque nous les voyons, dans toute la force de l'âge encore et en pleine possession de leurs facultés, se livrer, dans les affaires publiques, à des extravagances telles qu'elles seraient à peine excusables chez un vieillard retombé en enfance?

Que penser par exemple d'un Martin, lançant avec précipitation, à la séance du 13 juillet dernier, son fameux "Carried! carried!" en faveur de la soumission la plus élevée?

D'un Hébert — d'un Hébert-les-\$200,000 — criant au propre avocat de la Ville, le 13 juillet dernier, son fameux "Carried! carried!" en faveur de la soumission la plus élevée?

D'un Macdonald faisant chorus avec ces deux bons compères?

Que penser surtout d'un Ménard — alias Chapleau — d'un Ménard, qui, non content de parler et de voter pour l'"Aztec", au Conseil, s'en vint encore poursuivre, en faveur des projets Slade et jusqu'après des commissaires en séance, avec un zèle qu'on ne leur avait encore jamais connu pour aucune question d'intérêt public, la plus infernale "cabale" qui se fût encore vue à l'hôtel de ville?

Vous en pensez ce que vous voudrez. Moi je pense — et je dis, — je dis tout haut ce que chacun à Montréal dit aujourd'hui tout bas: — "Tout ce monde-là, c'est vendu des pieds à la tête: Martin, Hébert, Mayrand, Ménard, Macdonald, etc."

Vous me direz sans doute que de cela je ne possède encore aucune preuve DIRECTE, et ce sera vrai.

Ce sera vrai. Je n'ai pas plus entendu les promesses faites à M. Martin, par exemple, par tel ou tel acolyte du dénommé Slade, que je n'ai palpé les billets de banque qui lui furent, à n'en pas douter, transmis de la même part, après son vote du 13 juillet. — Mais depuis quand, trop naïf lecteur, depuis quand, je vous prie, nos tribunaux criminels, avant d'envoyer au bagne, de même qu'à l'échafaud, des accusés mal vêtus, ont-ils entendu d'avoir contre eux des preuves directes? Depuis quand M. Leet, ou M. Bazin, ou M. Saint-Cyr, se gênent-ils d'envoyer à Saint-Vincent-de-Paul, sur de simples preuves DE CIRCONSTANCE, — souvent dix fois moins écrasantes que celles qui pèsent actuellement sur Martin & Cie, — les escrocs, faussaires ou simples tire-laine, qui comparaissent devant eux.

Donc, selon nous, MM. Mayrand, Macdonald, Hébert, Ménard, Martin, etc., ne sont rien de moins — ni de plus — que de vulgaires fripons.

Est-ce assez clair?

Les messieurs susnommés, s'il faut en croire les quotidiens, s'étaient l'autre jour mis en quête, à défaut de notre ami Rodrigue Langlois — pas assez explicite à ce qu'il paraît, — d'un autre journaliste dans le sang propriétaire de qui ils pourraient tout à leur aise laver leur inestimable réputation. Espérons que maintenant ils sauront où s'adresser.

Il y a cinq cents avocats à Montréal, le Palais de Justice est à deux pas: Médéric non vieux, et vous, mes amis Mayrand, Macdonald, Hébert, et toi, T'éloquent a-cé-jiciste Ménard, ne vous gênez pas!

JULES FOURNIER.

Pour impressions en tout genre, s'adresser à l'"Action." Tarif modéré, travail rapide et de premier ordre. Demandez nos prix.

Engagé volontaire au... de cuirassiers, le cavalier G..., qui souffrait de rhumatismes aigus, fut évacué du front dans un dépôt. Il adressa alors une demande, par la voie hiérarchique, pour servir dans les convois automobiles ou dans les interprètes.

En réponse à cette demande, le commandant du dépôt formula ainsi sa décision: "A l'avenir, les cavaliers voudront bien se rappeler que l'armée n'est pas faite pour s'y procurer des places grasses rétribuées. Le cavalier G... pourra dorénavant, puisqu'il sait si bien l'anglais, s'entretenir judicieusement, dans leur langue maternelle, avec les chevaux canadiens récemment arrivés au dépôt."

(Du Cri de Paris)

A travers les journaux

Le *Franc-Parleur*, de Québec, ne paraît pas plus entiché que nous des articles politiques de l'abbé d'Amours (né Danours).

L'Action — écrit en effet le confrère, — l'Action constate que l'Action Catholique, par son attitude au sujet de l'enrôlement, par son aplatissement devant toutes les insultes qu'on nous crache à la figure, par ses appels à la conciliation, est en voie de "catholiciser" l'impérialisme.

Le mot est bien brouzé.

L'un des journaux les mieux rédigés et les plus sérieux de notre presse hebdomadaire, le *Progrès du Golfe*, de Rimouski, vient d'apprendre à ses dépens ce qu'il en coûte, par le temps qui court, de ne pas partager en tout les vues du "journal de Son Eminence" (cf. la *Patrie*) en matière politique. "Folliculaire", "mesquin", "rustre", "enfant trouvé", etc., etc., tels sont les moindres des compliments décernés à notre confrère, en de récents articles, par le rédacteur de la feuille impérialiste. Pis que cela, M. d'Amours ne va-t-il pas en effet jusqu'à l'accuser — suprême injure! — de subir en ces sujets l'influence d'un mauvais journal, nous avons nommé le nôtre, l'Action de Montréal?

Or, les rédacteurs du *Progrès* — on compte parmi eux, à notre connaissance, au moins deux prêtres de la plus haute distinction, — les rédacteurs du *Progrès*, loin qu'ils aient jamais eu besoin d'emprunter leurs inspirations chez nous ou ailleurs, sont au contraire des plus capables entre tous nos journalistes, de penser par eux-mêmes. Ils le savent, et ils en ont la légitime fierté. Aussi faut-il voir comment ils répondent, en leur numéro de l'autre semaine, à ce dernier trait du doux abbé québécois:

Pour nous servir d'une expression chère à l'Action Catholique et toujours à notre adresse, disons que ceci est "au-dessous du plus profond mépris". Le Progrès est libre. Il n'a jamais demandé l'assistance de qui que ce soit, et, pour écrire ce que nous pensons, nous n'attendons pas que l'Action de M. Fournier nous inspire et nous guide, pas plus du reste que nous n'avons de direction à recevoir de l'Action Catholique de M. l'abbé d'Amours, l'apôtre-journaliste qui, d'un cœur content, s'applique, depuis plusieurs mois, à "catholiciser l'impérialisme". Quoique à trois semaines en bas de Québec, nous croyons avoir, parmi nous, assez de patriotes éclairés, et MEME DE THEOLOGIENS DISTINGUES (1), pour nous guider et nous inspirer quand il le faut.

Est-ce assez clair?

En surplus, — ajoute le *Progrès*, — au surplus, nous comprenons que cette assertion, qui cadre bien avec les ordinares procédés du confrère de la rue Sainte-Anne, a pour cause tout le mal que lui donne, de ce temps-ci, Asselin et les autres écrivains de l'Action, contre lesquels le rédacteur du journal québécois n'est évidemment pas de taille à se défendre: ceux qui lient les deux Action en savent quelque chose!

Et pourquoi nous prendre pour bouc émissaire? Pourquoi ne pas répondre directement à l'Action? Pourquoi nous mettre sur le dos des responsabilités que nous n'avons pas, à tout événement?...

— "Pourquoi?" demande le *Progrès du Golfe*. "Pourquoi?" "Pourquoi?" "Pourquoi?" — M. d'Amours va trouver que ces gens de Rimouski sont décidément bien curieux.

La *Presse* et la *Patrie* n'ont pas été les seuls de nos journaux à se réjouir du singulier témoignage rendu par M. Barrès aux Canadiens de la ligne de feu, "trappeurs" et "fils de trappeurs".

Après eux, voici un confrère de province, l'Action Populaire, de Joliette, qui reproduit le morceau tout au long en tête de sa première page, sous ces titres enthousiastes:

Notre Infériorité!!! (sic)
Comment M. Barrès compare nos soldats canadiens aux soldats européens.
Plus débrouillards et plus entreprenants.

Rien de plus. Mais que d'éloquence, ne trouvez-vous pas? dans ces simples mots!

Les dépêches d'Europe nous ont fait connaître que quelques-uns des principaux objectifs que poursuivent actuellement les états-majors allemands, tant sur le front oriental qu'en France. C'est ainsi que nous savons, à n'en pouvoir douter, que von Hindenburg, s'il n'en tient qu'à lui, ne s'arrêtera qu'à Petrograde ou à Moscou; que von Kluck garde toujours les yeux étroitement fixés sur Calais; enfin, qu'un autre général, dont j'ignore d'ailleurs le nom, a juré de n'avoir de cesse qu'il ne soit à Constantinople.

Le malheur, c'est qu'avec ces diables d'Allemands on ne peut jamais tout connaître. Qu'il se serait jamais douté, par exemple, que, dans le même temps qu'ils se préparaient à l'assaut de Belfort et de Verdun, de Dvinsk et de Riga, enfin de Belgrade et de Nish, ils méditaient encore le bombardement de plusieurs autres villes, notamment celui de Joliette (P.Q.)?

La chose — pour ce qui est de cette dernière — a d'autant plus lieu de surprendre que nul export militaire, à notre connais-

sance, n'a jamais particulièrement insisté sur l'importance stratégique de Joliette dans une guerre européenne, et que ni le *New-York Herald*, ni le *Petit Parisien*, ni même le *London Times* ne nous l'ont seulement jamais laissé pressentir. C'est pourtant, hélas! la triste vérité, s'il faut en croire un journal bien placé pour savoir, nous avons nommé l'Action Populaire, de Joliette même.

Lisez plutôt:

JOLIETTE A EU SON
ESPION BOCHE
Plusieurs plans de la ville ont été trouvés chez ce "Suisse malade", qui pensionnait à l'hôtel Windsor.—EN VUE DU BOMBARDEMENT DE JOLIETTE

Cela, ce sont les titres. Voyons maintenant le texte:

ON NOUS DIT (sic) qu'un espion allemand vient d'être arrêté à Ste-Agathe des Monts. On a trouvé avec lui divers papiers importants, parmi lesquels plusieurs plans des villes de la Province de Québec, entre autres celui de la ville de Joliette, étant tout spécialement inculqué la disposition de nos ponts, de nos bâtiments publics, la cathédrale, nos moyens de communications, notre bâtisse de l'aqueduc, etc., etc.

— Voilà dites-vous, un parti uier bien peu répugnant. Il avait "ve" lui", il avait "avec lui", à Ste-Agathe-des-Monts... qui? Une cocotte? Pis que cela, mes amis, pis que cela: les plans, les propres plans de la ville de Joliette! Si jamais ce bonhomme-là a existé, ajoutez-vous, je donnerais bien une piastre au moins pour savoir quel il est.

Vous allez le savoir:

L'on se rappelle — poursuit le confrère, — l'on se rappelle que, vers la mi-juin, un étranger que l'on pouvait remarquer à la même tout-à-fait particulière, circulait dans nos rues, toujours pressé.

Il pensionnait à l'hôtel Windsor, et a demeuré ici près de trois semaines.

Il était enregistré sous le nom de Norman et se disait d'origine suisse, et peintre artiste venant prendre une cure à Joliette. Il fréquentait plusieurs fois dans le jour notre source d'eau sulfureuse au Parc Renaud, laquelle disait-il lui faisait un bien considérable pour sa digestion. Quelquefois on l'aurait pris pour un neurosthénique.

— Possible, mais jusqu'ici rien de très suspect, en somme. S'il n'a guère fait autre chose durant son séjour...

Attendez!

Dès quatre heures du matin, à l'hôtel Windsor, on l'entendait écrire au "Typewriter" (sic).

Douterez-vous après cela que Joliette pour lors n'enfermât en ses murs un espion "boche"?

C'est qu'en ce cas vous auriez moins de flair que certains rédacteurs de l'Action Populaire.

Quelques citoyens physionomistes (sic)... en effet, à Joliette, s'étaient dit tout de suite...

... s'étaient dit: C'est un espion.

De fait, ils ne s'étaient point trompés, puisqu'il a été arrêté il y a quelques semaines à Ste-Agathe des Monts.

(A ce qu'"ON" a dit, du moins, au rédacteur de l'Action Populaire.)

Les documents que l'on a trouvés sont d'une extrême importance, ET FAVORISSENT GRANDEMENT LA TACTIQUE MILITAIRE EN VUE D'UNE ATTAQUE SUR NOTRE PAYS.

Les positions de notre ville étaient prises d'une manière parfaite; le nombre de milles du fleuve, à savoir qu'un croiseur en face de Sorel AURAIT BOMBARDE NOTRE VILLE sans que nous sachions d'où cela venait.

Vous apercevez d'ici les résultats? Le clocher de la cathédrale emporté comme un fût, le bureau de poste à moitié démolé par les howitzers, la "bâtisse" de l'aqueduc en ruines peut-être... Là-dessus, la ville évacuée par les civils d'abord, par la garnison ensuite, puis les Allemands faisant leur entrée triomphale par la rue Saint-Joseph dans Joliette enfin conquise... Ainsi se terminait, d'un seul coup, la plus grande guerre que le monde ait encore vue; et qu'est-ce qui empêchait le Kaiser, s'il le voulait, d'aller dès le lendemain dicter la paix aux Alliés en plein cœur du comté de Montcalm, à Saint-Jacques l'Achigan?

Tel était bien, à n'en pas douter, le plan conçu par l'état-major allemand pour mettre fin à la guerre. Un seul journal, heureusement, par sa patriotique vigilance, aura frustré pour toujours ces calculs: Joliette ne sera point bombardé, la Province de Québec ne sera point conquise. Grâce, grâce en soient rendues à l'Action Populaire, dans les siècles des siècles.

JULES FOURNIER.



LIVRES A VENDRE

A très bon compte, en bloc ou séparément, 300 volumes et brochures canadiens, et une centaine d'ouvrages étrangers, sur les sujets les plus divers. On échange certains auteurs anglais, russes ou algériens pour bons classiques latins et grecs allemands. Catalogue sur demande. S'adresser à OLIVAR ASSELIN.

La Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal

AVIS est par les présentes donné qu'un dividende de deux dollars par action sur le capital de cette institution, a été déclaré et sera payable à son bureau chef, à Montréal, le et après vendredi le 1er octobre prochain, aux actionnaires enregistrés à la clôture des affaires le 15 septembre prochain.

Par ordre du Bureau de Direction,
A.-P. LESPERANCE,
Gérant

Montréal, le 23 août 1915.

Détestez-vous la guerre ?
Aimez-vous une bonne bouche ?

Vous adresser s.v.p. chez cet excellent ami de l'"Action" qui s'appelle

Georges-E.-Côté,
252, RUE SAINT-DENIS, 252
(A deux portes de la rue DeMontigny)

Les meilleurs tabacs, cigares, cigarettes, tant du pays que de l'étranger, articles de fumeurs, journaux, revues, etc., etc.

Téléphone : EST : 577.

La Compagnie des Tramways de Montréal

VIENT D'ÉTABLIR
UN SERVICE SPÉCIAL

entre la rue Craig et le nouvel hippodrome Mont-Royal (viâ Bleury).

Prix du billet : 10 sous.

ON NE DONNE POINT DE CORRESPONDANCE.

(1) C'est nous qui soulignons.—N. de la R.